

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS

CONSULTATION 2025 053 DTVX 001

MARCHE DE TRAVAUX

**Réfection d'une Unité de Soins Longue Durée (SLD) pour le compte de l'hôpital Louis Mourier du GHU AP-
HP. Nord Université Paris-Cité
10 lots**

Lieu d'exécution du marché

Hôpital Louis Mourier
Bâtiment CLR - Centre Long Séjour
178 rue des Renouillers
92700 COLOMBES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DES INTERVENANTS.....	5
ARTICLE 2 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE.....	5
2.1. Co-traitance.....	5
2.2. Sous-traitance	6
2.2.1 – Dispositions générales	6
2.2.2 – Modalités de présentation d’une demande d’acceptation et d’agrément de sous-traitance.....	6
2.3 Modalités de paiement direct des cotraitants et des sous-traitants	7
ARTICLE 3 – CERTIFICATS	7
4.1 Objet du marché	8
ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	8
5.1. Pièces contractuelles	8
5.2 Procédure de passation et nature du marché	10
5.3 Délai d’exécution	10
5.4 Prolongation du délai d’exécution	10
5.5 Clauses de Réexamen – prestations similaires	11
ARTICLE 6 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	12
6.1 – Organisation générale du chantier	12
6.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	12
6.3 Organisation, sécurité et hygiène du chantier	12
6.3.1 Organisation matérielle et collective du chantier	12
6.3.2 Sécurité et hygiène du chantier.....	13
6.3.3 Conditions générales d'exécution des travaux	13
6.3.4 Nettoyage de chantier	13
6.3.5 Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état	14
ARTICLE 7 – DEPENSES COMMUNES – CONVENTION INTER-ENTREPRISES	14
7.1 Dépenses communes	14
7.2 Convention inter-entreprises.....	15

ARTICLE 8 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	15
8.1 Essais et contrôles	15
8.2 Réceptions et réceptions partielles	16
8.2.1 Généralités	16
8.2.2 Réceptions partielles	16
8.2.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	16
8.2.4 Levée de réserves	16
8.2.5 Documents fournis après exécution	16
8.2.6 Mise au courant et formation du personnel exploitant	17
ARTICLE 9- GARANTIES	17
Garanties particulières	18
ARTICLE 10 - ASSURANCES.....	19
ARTICLE 11 - FORME ET DECOMPOSITION DU PRIX DU MARCHÉ	21
11.1 Contenu des prix	21
11.2 Répartition des paiements	23
11.3 Coefficient multiplicateur de revente	23
ARTICLE 12 - VARIATION DES PRIX	23
ARTICLE 13 - AVANCE – ACOMPTES - REGLEMENT.....	23
13.1. Avance	23
13.2 Avances sur matériels	24
13.3 Décomptes mensuels – Décompte final	24
13.3.1 Généralités	24
13.3.2 Décomptes mensuels	24
13.3.3 Cas des approvisionnements	24
13.3.4 CAS DU REGLEMENT DES TRAVAUX NON PREVUS.....	25
13.3.5 Décompte final	26
13.3.6 Décompte Général.....	26
ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	27
ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	27
15.1 Périodicité	27
15.2 Paiement.....	29
15.3 Affacturage	29

ARTICLE 16 - CALENDRIER D'EXECUTION.....	29
16.1 Calendrier d'exécution des travaux.....	29
16.2 Prolongation du délai d'exécution	30
ARTICLE 17 - PENALITES	30
17.1 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception	31
17.2 Autres pénalités.....	31
j) retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction par jour calendaire : 100 euros (cent).....	32
m) absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier par jour calendaire :150 euros (cent cinquante).....	32
ARTICLE 18 - RESILIATION	32
18.1 Exécution aux frais et risques	32
18.2. Résiliation du marché pour motif d'intérêt général.....	32
18.3. Résiliation du marché pour faute de l'Entrepreneur	32
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS DIVERSES	33
19.1. Interprétation – droit applicable	33
19.2. Langue applicable au marché	33
19.3. Tribunal compétent en cas de litige	33
ARTICLE 20 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	33

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Maitre d'ouvrage

GHU AP-HP. Nord Université Paris Cité

Site Hôpital Louis Mourier
178 rue des Renouillers
92700 COLOMBES

Assistance à Maitrise d'ouvrage :

<u>Economiste</u> EVTB SARL 124 rue de Picpus 75012 PARIS	<u>BET Fluides</u> BIM Ingénierie 28 rue des graviers 78600 MAISONS LAFFITTE
<u>Coordinateur de Sécurité Incendie</u> COSEBA 57 rue Benoit Malon 94250 GENTILLY	<u>Bureau de contrôle</u> BTP Consultants – Agence Paris CT 202 quai de Clichy 92110 CLICHY
<u>OPC</u> GHU AP-HP. Nord Université Paris Cité	<u>CSPS</u> Contrôle G – Agence Paris Ouest 23 avenue Louis Breguet 78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, dès la notification du marché, l'Entrepreneur désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

A défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Entrepreneur en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 2 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

2.1. Co-traitance

En cas de groupement, le groupement peut être solidaire ou conjoint. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire, lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement. **En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun de ses membres.**

2.2. Sous-traitance

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, pour s'adjoindre des compétences nécessaires à la bonne exécution de ses missions, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En tout état de cause, en cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du marché envers le Pouvoir Adjudicateur.

2.2.1 – Dispositions générales

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au C.S.P.S., lorsque celui-ci est exigé par la loi, un P.P.S.P.S., conformément à l'article L4532-9 du code du travail.

Le démarrage des travaux par le sous-traitant n'interviendra qu'après l'inspection commune effectuée avec le coordinateur SPS.

Il est entendu que certaines tâches ne pourront néanmoins pas être sous-traitées dans le cadre du présent marché.

Pour mémoire, sont notamment concernées les prestations de pose et de dépose d'échafaudages, qui ne pourront en aucun cas donner lieu à l'établissement d'un acte spécial de sous-traitance, et restent de la responsabilité exclusive de l'Entrepreneur.

En tout état de cause, en cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable du respect et de l'exécution de toutes les obligations du présent marché envers le maître de l'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, l'Entrepreneur devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à l'Entrepreneur et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient sur demande.

Dès réception de la notification de l'agrément, l'Entrepreneur s'engage à faire connaître le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant direct et agréer leur condition de paiement.

Le sous-traitant de premier rang devra produire la caution conformément à la loi de 1975. Aucune demande de délégation de paiement ne sera acceptée par le maître d'ouvrage.

2.2.2 – Modalités de présentation d'une demande d'acceptation et d'agrément de sous-traitance

Les demandes d'acceptation et d'agrément de sous-traitance formulées en cours d'exécution du marché seront adressées au maître d'ouvrage par l'entrepreneur.

La déclaration de sous-traitance, qui sera dûment complétée et signée, devra en outre, pour être complète, être accompagnée de toutes les pièces justificatives.

Les documents à remettre par le sous-traitant sont les suivants :

- Une attestation de régularité fiscale prouvant que l'entreprise était à jour de ses obligations fiscales pour l'année N-1
- Les documents listés à l'article 3 du présent CCAP datant de moins de 6 mois,
- Les attestations d'assurances en cours de validité,
- Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2.

L'entrepreneur veille à ce que tout sous-traitant agréé, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois sur le chantier, renouvelle chaque document, lorsqu'il n'est plus en cours de validité.

2.3 Modalités de paiement direct des cotraitants et des sous-traitants

- Pour les cotraitants :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant de l'acompte ou du solde à lui payer directement.

- Pour les sous-traitants :

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe en un exemplaire original au projet de décompte, signée par le Titulaire et indiquant la somme à régler par le Maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Faute de fournir cette attestation, le Titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 3 – CERTIFICATS

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription),
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :
 - 1° Sa date d'embauche ;
 - 2° Sa nationalité ;
 - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 4 - OBJET, PROCEDURE ET DELAI D'EXECUTION DE L'OPERATION

4.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution de l'opération ayant pour objet **la réfection d'une Unité de Soins Longue Durée (USLD) pour le compte de l'hôpital Louis Mourier, GHU AP-HP. Nord Université Paris-Cité - 10 lots.**

Le bâtiment de l'hôpital Louis Mourier est un bâtiment de soins de type U 4^{ème} catégorie au sens de l'Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, les travaux sont allotés comme suit :

MARCHE N°	Désignation
2025 053 DTVX 001	Lot 01 - Démolitions - gros œuvre – cloisons - plâtrerie
2025 053 DTVX 002	Lot 02 – Menuiseries intérieures
2025 053 DTVX 003	Lot 03 - Peinture
2025 053 DTVX 004	Lot 04 – Faux Plafonds
2025 053 DTVX 005	Lot 05 – Revêtements de sols
2025 053 DTVX 006	Lot 06 - CVC (Chauffage/ventilation/climatisation) - Plomberie
2025 053 DTVX 007	Lot 07 - Electricité
2025 053 DTVX 008	Lot 08 – Fluides médicaux
2025 053 DTVX 009	Lot 09 – Menuiseries extérieures
2025 053 DTVX 010	Lot 10 – Ascenseurs

Le présent CCAP est commun à l'ensemble des lots.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propre à chaque lot.

ARTICLE 5 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

5.1. Pièces contractuelles

Pour chaque lot, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante et par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux :

- L'Acte d'Engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées soit par mise au point, soit par modification de marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots et son annexe ;
- Le CCTP relatif aux stipulations générales
- Le CCTP relatif au lot n°1 Démolitions - gros œuvre – plâtrerie
- Le CCTP relatif au lot n°2 Menuiseries intérieures
- Le CCTP relatif au lot n°3 Peinture

- Le CCTP relatif au lot n°4 Faux Plafonds
- Le CCTP relatif au lot n°5 Revêtements de sols
- Le CCTP relatif au lot n°6 CVC (Chauffage/ventilation/climatisation) – Plomberie
- Le CCTP relatif au lot n°7 Electricité
- Le CCTP relatif au lot n°8 Fluides médicaux
- Le CCTP relatif au lot n°9 Menuiseries extérieures
- Le CCTP relatif au lot n°10 Ascenseurs.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n° 0078 du 1er avril 2021)

- Le PGC SPS et après validation, les PPSPS
- Les pièces graphiques
- Le calendrier contractuel d'exécution de l'opération qui sera rendu définitif à l'issue de la période de préparation
- La décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot :

La décomposition du prix global forfaitaire des travaux (D.P.G.F) n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne, d'une part l'établissement des situations, et d'autre part le décompte des travaux ajoutés ou supprimés en cours de chantier par ordre de service signé du maître d'ouvrage.

Ainsi, les entrepreneurs qui complètent ce cadre de décomposition quant aux prix unitaires et produits, sont tenus de le vérifier et de signaler au maître d'œuvre, toute erreur ou omission par rapport au contenu des prestations décrites au C.C.T.P.

En outre, il convient de préciser que quelles que soient les informations apportées par les entreprises pour compléter ou préciser ce cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (suppression ou ajout de poste(s), quantités, prix unitaires, annotations diverses telles que « P.M. », « N.C. », « sans objet », etc...), celles-ci ne sauraient en rien exonérer les entreprises de réaliser l'intégralité des prestations définies et décrites (pièces écrites et pièces graphiques) dans le dossier de consultation.

- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment sur celles-ci
- Le document intitulé « Equipement et finition des locaux USLD »
- Le document relatif aux tableaux des portes
- Le DAT de la zone travaux
- Les cahiers des charges des documents techniques unifiés (D.T.U.)
- Les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (C.C.S. - D.T.U.)
- En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment
- Normes de l'Association Française de Normalisation
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels

5.2 Procédure de passation et nature du marché

Conformément aux dispositions des articles R2123-1-1°, R2123-5 et R2131-13 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

Le présent marché est un marché de travaux en application de l'article L1111-2 du code de la commande publique.

Le marché est régi par le CCAG-travaux en vigueur excepté pour les articles auxquels il déroge.

5.3 Délai d'exécution

Le délai global d'exécution de l'opération et de livraison des ouvrages est de 11 MOIS, suivant répartition ci-après:

- 1 mois de préparation, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux,
- 10 mois d'exécution.

A titre indicatif, et sans engagement formel du maître d'ouvrage, la date d'ouverture prévisionnelle du chantier est prévue courant juin 2025.

Le délai global d'exécution des travaux commencera à courir à compter de la date portée par le maître d'ouvrage sur l'ordre de service numéro un (1) au titulaire, prescrivant le démarrage de la période de préparation, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux.

Ce délai prend fin à la date de réception complète des ouvrages. Ce délai comprend outre le temps nécessaire aux travaux :

- La période nécessaire à la préparation du chantier
- Les périodes nécessaires à l'élaboration et à l'approbation des documents et dossiers d'exécution des ouvrages.
- les périodes nécessaires aux essais, réglages et mises en service des équipements, réseaux et énergies diverses.
- les arrêts de chantier pour causes d'intempéries, reconnus et acceptés par le maître d'ouvrage par ordres de service
- Les périodes nécessaires aux opérations préalables à la réception de l'ouvrage, aux opérations de réception et aux opérations de levées des réserves.
- Les congés, vacances, jours chômés et fériés de toute nature.
- La remise en état des lieux.
- La fourniture du DOE.

Ce délai est un délai global d'exécution des ouvrages pour l'ensemble des corps d'état.

Il sera décomposé dans le planning global d'exécution des travaux en délais par tâches et par corps d'état.

Le calendrier prévisionnel est annexé au présent CCAP.

5.4 Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2 du CCAG Travaux, la prolongation des délais d'exécution ne peut résulter que d'un avenant à l'exception des seules dispositions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

En cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

Cette prolongation est notifiée au Titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries dans les conditions ci-après définies.

En outre, les éventuelles intempéries, dont les conséquences pourraient être annulées par un préchauffage approprié ou un recours à une étanchéité provisoire, ne peuvent être acceptées et donc ne sont pas comptabilisées.

Les conditions climatiques seront appréciées, soit par des mesures sur le site, soit par des relevés effectués par une station de météorologie proche ou tout autre organisme agréé par le maître d'ouvrage.

Elles ne sont prises en compte que pour la part des personnels dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles cessent d'être prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur des locaux mis hors d'eau et hors d'air.

A cet effet, le titulaire doit signaler au maître d'ouvrage les journées au cours desquelles le travail a été effectivement arrêté sur le chantier.

Sous peine de forclusion, la constatation des intempéries ne donnera lieu à prolongation du délai contractuel dans les conditions définies au présent article, qu'aux conditions cumulatives suivantes :

- L'entrepreneur doit signaler par courrier recommandé écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours suivant le fait générateur, les heures d'intempéries, les tâches arrêtées, le nombre de journées arrêtées et la nature du phénomène.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'ouvrage de juger du bienfondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation doivent être fournies concomitamment.

- Dans le mois suivant la reprise du travail, l'entrepreneur devra établir un détail des intempéries, jour par jour.

Ce détail devra notamment comprendre :

- la date exacte des arrêts de chantier pour cause d'intempérie,
- les causes exactes de cet arrêt,
- les fiches météo relative au site concerné par les travaux,
- ainsi que les déclarations à la Caisse des Intempéries du Bâtiment.

En cas d'arrêt partiel, l'entrepreneur démontrera l'incidence réelle de l'arrêt des travaux sur le planning détaillé et son report sur le délai global d'exécution des travaux.

A défaut, aucune journée d'intempérie ne sera comptabilisée.

Les prolongations de délai, notamment pour intempéries, n'ouvrent pas droit à indemnisation du titulaire.

5.5 Clauses de Réexamen – prestations similaires

En application de l'article L2194-1 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent marché dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouveaux matériaux ;

- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché ;
- En cas de défaillance d'un cotraitant : Après approbation du maître d'ouvrage, le mandataire pourra se substituer au cotraitant défaillant dans ses droits et obligations dans les conditions initiales du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par un courrier recommandé avec accusé de réception par l'acheteur ou sur demande justifiée du titulaire du marché.

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir au marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 6 - PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Les travaux, objets du marché, sont exécutés conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le maître d'ouvrage.

6.1 – Organisation générale du chantier

- 1 - Pour la présente opération, il est prévu l'intervention d'un Coordonnateur Sécurité/Santé.
- 1bis - L'opération est de niveau : 2 (au sens de la loi 94-1156 du 31/12/94)
- 2 - Pour la présente opération, il est prévu l'intervention d'un Coordonnateur S.S.I.
- 3 - L'entrepreneur du marché du lot n°1 est responsable de l'organisation du chantier

6.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation d'**un mois** est prévue. Pendant cette période, l'entrepreneur ou le groupement doit arrêter, en accord avec le maître d'ouvrage :

- le schéma d'organisation du chantier ;
- le calendrier contractuel détaillé des travaux comportant une décomposition par lot et par tâche ;
- les détails des déconstructions, des constructions et leur exécution ;
- l'approvisionnement des matériels et matériaux ;
- l'adaptation du cadre type du compte-rendu de rendez-vous de chantier ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG-Travaux et par la réglementation en vigueur ;
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux.

6.3 Organisation, sécurité et hygiène du chantier

6.3.1 Organisation matérielle et collective du chantier

- Le titulaire ou le groupement doit :
 - se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;

- assurer la mise en place de leur chantier, le nettoyage faisant suite aux travaux qui les concernent, le ramassage des gravois et déchets qui résultent de leur activité, conformément aux dispositions du CCTP.

6.3.2 Sécurité et hygiène du chantier

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entrepreneur dans les conditions prévues aux CCTP, à l'article 31.4 du CCAG-Travaux et conformément à la législation en vigueur.

6.3.3 Conditions générales d'exécution des travaux

L'entrepreneur ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de ses prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur,
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services de l'établissement,
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

Il devra en outre prendre à leur charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières d'origines diverses ;
- détritux divers et gravois provenant de l'exécution même des travaux.

A cet effet, certains travaux sont susceptibles d'être exigés en horaires décalés, voire le samedi.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entrepreneur devra en référer au maître d'œuvre.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit, à ses frais, garantir ses matériaux et éléments de protection de chantier des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrage ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et remises en état incombent au titulaire concerné.

6.3.4 Nettoyage de chantier

Pendant son intervention, l'entreprise désignée pour l'organisation collective du chantier est tenue d'assurer le nettoyage quotidien et hebdomadaire du chantier à ses frais.

A la suite de son intervention, l'entreprise en charge des travaux de peinture aura la charge des nettoyages quotidiens, hebdomadaires et le nettoyage de fin de chantier en vue de la réception des travaux.

Chaque entreprise reste toutefois responsable de l'enlèvement de ses propres gravois quotidiennement. En cas de non-respect de cette règle, le maître de l'ouvrage demandera à l'entreprise en charge du nettoyage de chantier d'effectuer cet enlèvement au frais de l'entreprise défaillante.

Si l'entreprise défaillante ne peut être identifiée, cette dépense sera imputée au compte des dépenses communes.

6.3.5 Obligations diverses des entrepreneurs de chaque corps d'état

Le C.C.T.P. précise s'il y a lieu les emplacements mis gratuitement à la disposition des entrepreneurs et les mesures qui devront être prises pour leur remise en état en fin de chantier.

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entrepreneur doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

L'entrepreneur ne peut, sans autorisation écrite du propriétaire, exercer ses droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

ARTICLE 7 – DEPENSES COMMUNES – CONVENTION INTER-ENTREPRISES

7.1 Dépenses communes

Sauf exceptions énumérées au paragraphe I.C de l'annexe au présent C.C.A.P., tous les entrepreneurs seront tenus de participer aux dépenses communes du chantier.

L'entrepreneur titulaire du lot indiqué au paragraphe I de l'annexe au présent C.C.A.P. sera chargé de la gestion du compte desdites dépenses communes.

Le taux de celles-ci, par rapport à l'ensemble des marchés concernés ne devra pas dépasser le taux plafond fixé au paragraphe I de l'annexe au présent C.C.A.P.

La part de dépenses incombant à chaque lot sera déterminée par l'application de ce taux au montant du marché correspondant.

En cas de dépassement de ce plafond, tous les mémoires présentés pour la répartition des dépenses communes seront affectés d'un même coefficient minorateur ramenant leur total au plafond fixé.

L'entrepreneur gestionnaire du compte de dépenses communes est chargé de faire l'avance desdites dépenses communes. Il peut demander des acomptes aux autres entrepreneurs.

En fin de marché, il établit la répartition des dépenses communes et indique à chaque entrepreneur sa quote-part. En cas de désaccord, le maître d'œuvre arbitre le différend.

Les travaux, prestations et charges imputables aux dépenses communes devront faire l'objet d'ordres de service de la part du maître d'œuvre, et éventuellement du comité de gestion et d'attachements. Ils seront décomptés aux mêmes conditions que les travaux exécutés par l'entrepreneur pour l'administration avec l'application d'un rabais fixe complémentaire de 10 %.

Les dépenses communes de chantier sont :

- les dépenses résultant de l'article 6.3.1 du présent C.C.A.P. ;
- les frais de réparation nécessités par les dégâts et dommages dont l'auteur serait resté inconnu et qui ne pourraient pas être couverts par les assurances obligatoires de l'entreprise ;
- les manutentions et enlèvements des gravois d'origine inconnue ;

- le panneau de chantier comportant les indications réglementaires. La forme du panneau et le libellé des inscriptions seront donnés par le maître d'ouvrage.

Les frais de direction, de vérification des mémoires, d'établissement des tableaux de répartition des dépenses communes sont évalués à cinq pour cents (5 %) du montant de ce compte.

7.2 Convention inter-entreprises

Elle pourra être passée entre les entreprises pendant la période de préparation du chantier.

Cette convention précisant les modalités d'application du présent C.C.A.P., relatives au compte des dépenses communes et fixant les points non réglés dans ce document pourra notamment préciser l'opportunité, la forme et le coût de consommation d'électricité, d'eau, téléphone, nettoyages.

Elle ne saurait en aucun cas être en contradiction avec les dispositions du C.C.A.G. ou de tout autre document contractuel des marchés.

Elle sera obligatoirement notifiée au maître de l'ouvrage. La ratification de la convention par les entreprises dont les marchés représentent au maximum 75 % du montant initial de l'ensemble des lots (déduction faite de ceux exclus du compte des dépenses communes) entraînera l'application de la convention à l'ensemble des entreprises participant à ce compte.

ARTICLE 8 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Essais et contrôles

Les essais et contrôles d'ouvrages ou partie d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.P., sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur par l'organisme indiqué aux C.C.T.P.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé à l'entrepreneur des essais et/ou contrôles en sus de ceux définis par les C.C.T.P., il est prévu que :

- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge de l'entrepreneur défaillant, ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

Pour les installations et/ou parties d'installations qui y sont soumises, sont également à la charge des entrepreneurs les essais et vérifications de fonctionnement des installations définis au document COPREC n° 1 et la production des procès-verbaux correspondants, établis par les formes prescrites par le document COPREC n° 2.

8.2 Réceptions et réceptions partielles

8.2.1 Généralités

Pour la totalité des travaux objet du marché, par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'opération. Elle prend effet à la date de cet achèvement.
- l'entrepreneur chargé d'aviser la personne responsable des marchés et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux seront considérés comme achevés, est l'entrepreneur titulaire du lot n° 1 ou à défaut , le lot qui a le marché le plus élevé.

Pour certains lots, il sera procédé, au cours des opérations préalables à la réception, aux essais définis aux C.C.T.P.

8.2.2 Réceptions partielles

Sans objet.

8.2.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Elle se fera conformément à l'article 43 du C.C.A.G.

8.2.4 Levée de réserves

Le délai fixé à l'entrepreneur pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant le délai de garantie, est notifié par ordre de service.

8.2.5 Documents fournis après exécution

La somme des études, constats, contrôles, et documents afférents à l'exécution que le titulaire doit fournir est précisée au sein du CCTP et des articles 29.1 et 40 du CCAG-Travaux. Le titulaire fournira lesdits éléments au maître d'ouvrage à la fréquence déterminée par le CCTP.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...) ;
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;

- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en deux exemplaires au maître d'œuvre.

8.2.6 Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part, de l'exploitation, d'autre part, de l'entretien du matériel neuf.

Ils indiquent la liste du personnel, par poste, nécessaire au bon fonctionnement des installations, en précisant les qualifications requises. Ce personnel est mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage.

Pour ces prestations, le personnel sera réputé avoir les qualifications professionnelles requises. Il appartient aux entrepreneurs de s'assurer que le personnel a bien acquis les connaissances nécessaires et de faire-part éventuellement au maître de l'ouvrage de leur appréciation s'ils estiment insuffisante la qualification du personnel qu'ils auraient instruit.

Au moment de la prise de possession des matériels et installations par le maître de l'ouvrage, les entrepreneurs mettent à sa disposition le personnel nécessaire pour fournir les explications utiles au fonctionnement et à l'utilisation de ces installations et ce, jusqu'à entière satisfaction du maître de l'ouvrage.

A ce titre, ils doivent notamment :

- informer le personnel utilisateur, des possibilités des matériels et de leurs modes de fonctionnement ;
- présenter, en s'appuyant sur les documentations techniques, les principaux organes de fonctionnement ;
- indiquer au personnel d'entretien toutes les opérations courantes d'entretien et les principales pannes possibles.

Cette prestation formation du personnel est assurée par l'intermédiaire de personnel capable, non seulement de mettre les équipements en état de fonctionnement, mais aussi de concourir à une démonstration sur place des bons résultats pouvant être atteints par les équipements concernés.

Les modalités des obligations objet du présent article sont définies en temps voulu par le maître de l'ouvrage. Elles peuvent intervenir pendant la période des essais et/ou pendant la période de garantie.

ARTICLE 9- GARANTIES

Le délai des garanties de parfait achèvement est fixé à douze mois à compter de la date d'effet de la réception sauf indication contraire définie au paragraphe I de l'annexe au présent C.C.A.P. L'application de leur régime sera conforme à l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai des garanties des équipements installés est également fixé à douze mois. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

Pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle, le point de départ du délai de la garantie de parfait achèvement est la date d'effet de cette réception partielle.

Garanties particulières

Les garanties particulières imposées engagent l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer, sur simple demande du maître d'œuvre, toutes les recherches, réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Ces garanties particulières ont pour origine la date d'effet de la réception.

Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu de :

- Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG ;
- Remédier à tous les désordres apparus dans l'année de la réception et signalés dans ce même délai par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre ou le gestionnaire de l'ouvrage ou partie d'ouvrage, de telle sorte que l'ouvrage ou partie d'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ;
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre ou le gestionnaire ayant pour objet de remédier aux déficiences ne sont à la charge de l'entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés ci-dessus ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG, le délai de garantie peut être prolongé par décision du représentant du pouvoir adjudicateur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations par le titulaire. La décision de prolongation du délai de garantie de parfait achèvement est notifiée au titulaire par écrit avec avis de réception, dans un délai de 15 jours avant l'expiration du délai.

Notification des désordres apparus dans l'année de la date d'effet de la réception et intervention du titulaire:

Le maître d'ouvrage signale par écrit au titulaire le désordre constaté, s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement, à l'utilisation des ouvrages et/ou à l'habitabilité, le délai maximal d'intervention et en informe le maître d'ouvrage.

A réception du signalement du maître d'ouvrage, et à défaut de notification de délai spécifique d'intervention, le titulaire dispose d'un délai maximal de :

- 15 jours à compter de la notification du désordre pour remédier au désordre de faible importance (esthétique par exemple),
- 5 jours à compter de la notification du désordre pour remédier au désordre qui porte atteinte à la sécurité, au comportement, à l'utilisation des ouvrages.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut :

- soit les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse, en cas d'imperfection de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement, et/ou à l'utilisation des ouvrages,
- soit renoncer à ordonner la réparation des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réduction sur les prix, en cas de faible importance des imperfections et/ou aux difficultés que présenterait leur mise en conformité.

ARTICLE 10 - ASSURANCES

Quelles que soient la nature et l'importance de leurs travaux, le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement, et leurs sous-traitants participant aux travaux devront être titulaires d'une police d'assurance responsabilité civile professionnelle et civile décennale, dans les conditions définies ci-après.

Toutes les attestations d'assurance attendues du titulaires unique, ou de chacun des cotraitants en cas de groupement, ainsi que les sous-traitants sont à transmettre obligatoirement :

- Au plus tard dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution s'agissant de l'assurance responsabilité civile professionnelle, pour le titulaire unique ou de chacun des cotraitants en cas de groupement ainsi que les sous-traitants agréés avant la notification du marché ;
- Au stade de l'attribution du marché s'agissant de l'assurance décennale, pour le titulaire unique, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, ainsi que les sous-traitants avant la notification du marché ;
- Dans les documents produits à l'appui de la déclaration de sous-traitance lorsque cette dernière est formulée en cours d'exécution du marché.

Le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement :

- Justifiera auprès du maître d'ouvrage que les effets de ses contrats s'exercent effectivement sur les travaux et prestations objet de son marché, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance et des caractéristiques techniques des travaux qui lui sont confiés,
- Justifiera que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes, ils devront être assurés au minimum dans les mêmes conditions que l'Entrepreneur locateur d'ouvrage,
- Joindra à son acte d'engagement au titre de son obligation d'assurance en RCD une attestation nominative de chantier, émanant de la Compagnie d'Assurance mentionnant :
 - L'identité de la Compagnie d'Assurance,
 - Le numéro, le type et la date d'effet du contrat,
 - Le nom et l'adresse du Maître d'Ouvrage,
 - La désignation de l'opération et son adresse,
 - Le coût total estimé de l'opération qui sera communiqué par le Maître d'Ouvrage,
 - La date de déclaration d'ouverture du chantier qui sera communiqué par le Maître d'Ouvrage,
 - La nature du (des) marché(s) dans le cadre de cette opération,
 - Le montant du (des) marché(s) relatifs à cette (ces) prestation(s),

- Les garanties accordées et leurs montants,
- Les différentes franchises prévues,
- Joindra à son acte d'engagement au titre de son obligation d'assurance en RC professionnelle, une attestation émanant de la Compagnie d'Assurance mentionnant :
 - L'identité de la Compagnie d'Assurance,
 - Le numéro, le type et la date d'effet du contrat,
 - Les activités déclarées qui devront être compatibles avec celles effectivement exercées pour l'opération,
 - Les garanties accordées et leurs montants,
 - Les différentes franchises prévues.

En outre, il fournira une attestation similaire à chaque échéance de sa police pendant toute la durée du chantier et en tout état de cause à première demande du maître d'ouvrage.

Les attestations d'assurance de l'Entrepreneur telles que demandées ci-dessus devront être fournies au plus tard au moment de l'exécution des travaux (Ordre de Service).

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur devra justifier, à tout moment, du paiement de ses primes d'assurances. Le Maître d'Ouvrage pourra suspendre les paiements à l'entrepreneur si ce dernier ne produit pas ces justifications.

Si une des parties des locaux est réceptionné partiellement ou mise à disposition du maître de l'ouvrage, comme définie ci-avant à l'article 8.2.3, la garantie du présent contrat s'exercera jusqu'à la date de réception de l'ensemble des travaux.

Toutefois, dans le cas d'une telle occupation anticipée du maître de l'ouvrage, cette garantie ne sera acquise au maître de l'ouvrage qu'après la déclaration préalable qu'il s'oblige à en faire aux assureurs à qui il devra préciser les dispositions contractuelles qu'il aura prises à cet effet avec les entrepreneurs ainsi que les modifications qui pourraient être apportées au risque du fait de l'occupation (notamment le stockage de matériel, fonctionnement, activités). Si la déclaration d'occupation anticipée de parties d'ouvrages par le maître de l'ouvrage fait apparaître une aggravation du risque, une surprime éventuelle pourra être appliquée d'un commun accord entre le souscripteur et les assureurs.

En tout état de cause, les garanties de la présente police ne sauraient s'appliquer à des locaux ou parties d'ouvrages mis en exploitation professionnelle par le maître de l'ouvrage qui y ferait exécuter les activités auxquelles ils sont destinés.

Police "Incendie, explosion" de l'ouvrage en construction

Le paragraphe I.E de l'annexe au présent C.C.A.P. précise si le type d'opération impose une police « Incendie, explosion », si tel est le cas, cette police sera souscrite par le titulaire du lot.

Cette police doit garantir les risques d'explosion et d'incendie pouvant survenir sur l'ouvrage et les approvisionnements des entrepreneurs sur le chantier pendant la durée des travaux et ce, jusqu'à la date de réception de ces derniers.

Cette police devra être soumise à l'approbation du maître de l'ouvrage selon les conditions prescrites au présent article. Le maître d'ouvrage devra être défini comme l'un des assurés dans cette police.

Les garanties s'exercent jusqu'aux termes légaux sous réserve d'éventuelles prolongations contractuelles notifiées par la Personne Responsable du Marché.

Dispositions diverses

La police devra comporter une clause par laquelle les assureurs s'obligent en cas de survenance d'un sinistre, à régler aux assurés la totalité de l'indemnité définie par l'expertise.

Ils doivent faire leur affaire personnelle, dans l'hypothèse où certains entrepreneurs seraient titulaires d'une police pré-existante couvrant l'incendie ou l'explosion de leurs ouvrages et/ou approvisionnements, du remboursement partiel des indemnités versées par eux et ce au moyen de tous recours ou subrogations qui leur sont juridiquement possibles.

Répartition de la prime d'assurance

Le montant de la prime d'assurance sera réparti par le moyen du compte des dépenses communes.

Assurance des approvisionnements

Il est rappelé que les approvisionnements sur chantier en usine ou atelier qu'un entrepreneur veut porter dans un décompte, doivent être couverts pour leur valeur totale par une assurance garantissant les approvisionnements contre tous les risques (entre autres vols, incendies, dégradations, etc...). L'entrepreneur devra fournir au maître de l'ouvrage la police d'assurance en couverture des risques cités ci-dessus.

Assurance des bureaux de chantier

L'entrepreneur, à qui incombent les installations de ces locaux selon l'article 6.3.1 ci-avant, les assure à ses frais et souscrit une police d'assurance couvrant les bureaux de chantier. Cette assurance devra garantir les risques habituels :

- d'incendie, dégâts des eaux, vols, etc...
- risques d'arrêt de chantier qui résulteraient de la destruction des dossiers stockés dans ces bureaux, risques présentés par les pertes et dommages qui en seraient la conséquence pour les entrepreneurs et maître de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage appréciera si la couverture du risque est suffisante.

ARTICLE 11 - FORME ET DECOMPOSITION DU PRIX DU MARCHÉ

11.1 Contenu des prix

Chaque marché est passé à prix global et forfaitaire tel que défini dans l'acte d'engagement. Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement s'entend de l'exécution sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages inclus dans les travaux de sa spécialité ou rattaché à ceux-ci par les documents de la consultation et ce dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de la consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces
- L'entreprise est tenue de vérifier la justesse de son devis quantitatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne peut être prise en compte après la signature du marché.

Pour établir son prix, le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous éléments afférents à l'exécution des travaux.

En dérogation à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Les prix de chaque marché sont exprimés hors T.V.A. et toutes taxes comprises et sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution n'entrant pas dans la mission de la maîtrise d'œuvre le cas échéant ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages des autres corps d'état ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes visées à l'article 7.1 ;
- des présentations d'échantillons, prototypes, locaux témoins ;
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches.

Chaque entrepreneur doit entretenir ses matériels, même au cas où ils seraient utilisés par des entrepreneurs, d'autres corps d'état, sauf indemnisation par ces derniers, s'il y a lieu.

- des mesures nécessitées par le fonctionnement des établissements et à cet effet :
 - o l'entrepreneur devra s'informer avant de soumissionner, des dispositions à prendre pour ne pas gêner le fonctionnement des services. A défaut de précision dans le C.C.T.P., ces renseignements lui seront fournis par le maître d'ouvrage, dans le cadre des directives générales de fonctionnement de l'établissement données par le directeur de l'établissement ;
 - o dans les divers établissements, il est interdit à l'entrepreneur et aux ouvriers d'entrer en communication avec le personnel, les élèves, les hospitalisés. Ils devront user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution de leurs travaux et ne pénétrer ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties de l'établissement.

Chaque entrepreneur, quelle que soit sa spécialité devra, sauf dérogation portée au C.C.T.P., installer à ses frais, les garde-corps, barrières, cloisons provisoires, planchers provisoires, bâches et tous les nécessaires, tant pour satisfaire aux règlements de police que pour protéger les ouvrages existants et les personnes, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments.

Chaque entrepreneur est tenu d'assurer à ses frais les transports, et de fournir les magasins et baraquements, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

Chaque entrepreneur doit les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrage, les frais résultant des emplacements et remises en état incombent aux entrepreneurs correspondant, sans que ces dépenses puissent être portées au compte des dépenses communes ou donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du maître de l'ouvrage ou à une prolongation de délais.

Dans le cas où il intervient sur la voie publique pour exécution de son lot, chaque entrepreneur doit le gardiennage de jour sur la voie publique, sur les voies privées de l'établissement ou à l'intérieur des bâtiments et établissements pour la protection des passants ou des occupants ainsi que la fermeture et la signalisation du chantier pendant la nuit.

11.2 Répartition des paiements

L'A.E. indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.

11.3 Coefficient multiplicateur de revente

Un coefficient multiplicateur de déboursé, d'un maximum de 1.25, sera appliqué sur les prix des fournitures qui devront être justifiés par la présentation des factures du fournisseur, avec la prise en compte de la remise déduite.

ARTICLE 12 - VARIATION DES PRIX

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de dépôt de l'offre. Ce mois est appelé "Mois Zéro" (Mo).

Toutefois, dans le cadre de négociations, le mois M0 sera établi selon les conditions économiques du mois de la transmission de la dernière réponse apportée par le soumissionnaire.

Les modalités de variation des prix sont détaillées en annexe du présent CCAP (tableau II).

Les acomptes présenteront ainsi les coûts initiaux et révisés et les éléments de preuves relatifs aux révisions (soit le taux de l'indice initial et le dernier taux de l'indice connu au moment de l'achèvement ou de la réalisation (phase en cours) de la prestation concernée par l'acompte.

ARTICLE 13 - AVANCE – ACOMPTES - REGLEMENT

13.1. Avance

Conformément au code de la commande publique, le titulaire et ses sous-traitants peuvent demander le versement d'une avance.

Le titulaire, dans tous les cas, peut refuser le versement d'une avance comme indiqué dans l'acte d'engagement. L'avance n'est ni actualisable, ni révisable, quelle que soit la forme du prix du marché.

Le montant de cette avance est fixé à 5% tel que prévu par l'option B du CCAG travaux.

Elle donne lieu à un unique versement au commencement d'exécution du marché.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la transmission d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de 50 jours comptés à partir de la notification du marché au titulaire, et dans tous les cas avant le paiement de la première situation de travaux et l'agrément des sous-traitants.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues à l'entrepreneur, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Il commence lorsque le montant des prestations exécutées par l'entrepreneur atteint 65 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par l'entrepreneur atteint 80 % du montant T.T.C. des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Si le titulaire du marché public qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché public postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

13.2 Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

13.3 Décomptes mensuels – Décompte final

13.3.1 Généralités

En dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, les décomptes mensuels seront présentés par le titulaire du marché selon le modèle agréé par le Maître d'ouvrage (le cas échéant).

Les décomptes sont cumulatifs.

Ils sont établis obligatoirement par valorisation des tâches.

Les décomptes présentés devront reprendre la liste des postes du bordereau de prix correspondant avec leurs numéros d'article, l'avancement étant exprimé en pourcentage du montant total de chaque poste.

13.2.2 Décomptes mensuels

Le Titulaire dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés, et éventuellement des approvisionnements livrés sur le chantier. Les décomptes seront présentés selon le modèle fourni par le maître d'ouvrage (le cas échéant) intégrant le suivi des sous-traitants. Le Titulaire devra joindre aux décomptes mensuels les attestations de délégation de paiement direct et les factures signées des sous-traitants.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement validé par le mandataire seront, conformément à l'article 12.6 du CCAG travaux, transmis sous format dématérialisé au maître d'ouvrage.

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

13.2.3 Cas des approvisionnements

Sur chantier, en usine ou en atelier, les approvisionnements seront évalués à l'aide des sous-détails des prix unitaires visés à l'article 10.4 du C.C.A.G. et dans les conditions prévues à l'article 10.4 du même document. Ils ne

seront pris en compte que dans la limite de 50 % de la valeur calculée sur les prix ci-avant et, sous réserve de production des factures et documents justificatifs.

➤ **Ces acomptes seront délivrés sous les conditions suivantes :**

1°) les ouvrages fabriqués ou préfabriqués ne seront pris en compte que lorsqu'ils constitueront des ensembles terminés prêts à être livrés ;

2°) que sur demande préalable de l'entrepreneur, une constatation aura été faite sur place par le Maître d'ouvrage qui donnera lieu à un procès-verbal de constatation.

L'entrepreneur produira à l'appui de sa demande :

S'il n'est pas fabricant :

Les factures effectivement payées par lui justifiant qu'il a acquis les ouvrages fabriqués ou préfabriqués en toute propriété, une attestation d'assurance contre le vol, le vandalisme et l'incendie garantissant les ouvrages à concurrence de la valeur totale de l'acompte qu'ils engendrent avant abatement précisé ci-après.

3°) Ces acomptes seront évalués :

Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas fabricant :

Suivant les prix unitaires, acceptés par le maître de l'ouvrage, un bordereau spécial d'approvisionnement devra être joint à l'A.E.

Dans le cas où l'entrepreneur est fabricant :

Suivant les prix de fourniture "matériel terminé" de la décomposition du prix forfaitaire qui devra obligatoirement faire apparaître par article :

- Le prix de fourniture du matériel terminé,
- le prix de transport sur le chantier, Le prix de montage et mise en œuvre, y compris tous travaux accessoires.

Les approvisionnements resteront sous la responsabilité et sous la garde des Entrepreneurs et devront être couverts par les assurances de l'Entrepreneur et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant ces approvisionnements.

13.2.4 CAS DU REGLEMENT DES TRAVAUX NON PREVUS

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, ces demandes de paiement seront accompagnées du devis validé par le maître d'ouvrage, lequel précisera les taux horaires présentés par le titulaire à travers son offre (éventuellement révisés), les quantités, et les factures des fournitures (remises incluses).

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître de l'ouvrage dans le cadre de l'opération. L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire, modification de prestations ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quelles qu'en soient les modifications et l'étendue.

Par ailleurs, dans le respect des articles R2194-1 à -10 du code de la commande publique, et par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, le seuil de 10 % est porté à 15 %. De la même façon, et par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-Travaux, l'augmentation limite relative aux travaux forfaitaires fixée au dit article est portée à 15 % de la masse initiale.

Parallèlement, et par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, la diminution limite de la masse des travaux forfaitaires est portée à 15 % de la masse initiale.

Cette augmentation ou cette diminution de la masse des travaux fera l'objet d'un acte modificatif conforme à l'esprit des articles R2194-1 à -10 du code précité.

13.2.5 Décompte final

Les travaux feront l'objet d'un projet de décompte final dans les conditions fixées au CCAG.

Le décompte final identifiera clairement la partie forfaitaire du marché, les postes afférents à des travaux modificatifs, ainsi que la révision. Il identifiera également le montant de chaque acompte facturé et le montant réel réglé par le Trésor Public. Les entrepreneurs doivent en conséquence créer dès le démarrage de l'opération un tableau reprenant pour chaque situation les montants demandés en base et révisions, les montants corrigés par le réviseur, et les montants réglés in fine par le Trésor Public.

Avant la présentation du projet de décompte final à la maîtrise d'ouvrage, le Titulaire devra impérativement :

- avoir levé l'ensemble des réserves émises lors de la réception
- avoir réglé l'ensemble des problématiques liées aux actes spéciaux de sous-traitance
- avoir présenté lors du dernier décompte avant le projet de décompte général une proposition de paiement assurant le règlement de l'intégralité des sommes dues à chacun de ses sous-traitants

Le décompte final est établi en deux exemplaires conformément aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux.

13.2.6 Décompte Général

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final ci-dessus ;
- b. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'œuvre ;
- c. le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. l'incidence de la *révision* des prix, appliquée sur le montant du solde ci-dessus
- e. l'incidence de la TVA ;
- f. l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c, d et e ci-dessus ;
- g. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître d'ouvrage ou son représentant notifie au titulaire le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le titulaire.

ARTICLE 14 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur tous les acomptes (toutes taxes comprises) des titulaires de marchés dans les conditions prévues par l'article R2191-7 du code de la commande publique.

Cette retenue de garantie couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Conformément aux articles R2191-36 à -42 du code de la commande publique la retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande. Une caution personnelle et solidaire ne sera pas acceptée. La garantie à première demande est établie selon le modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

Cette garantie peut être constituée en totalité pendant toute la durée du marché. En cas de modification de marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

15.1 Périodicité

Par dérogation aux articles 13.1, 13.2 et 13.5 du CCAG Travaux, le règlement du titulaire s'effectuera dans les conditions suivantes.

Tout règlement par l'APHP est subordonné à la présentation d'un décompte mensuel, dont le cumul correspond au prix global et forfaitaire indiqué dans l'acte d'engagement, éventuellement modifié par avenant(s).

Le décompte mensuel de travaux est déposé obligatoirement via le portail CHORUS à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>

En cas de marché alloti, le titulaire de plusieurs lots présente des décomptes mensuels distincts pour chaque lot.

Le titulaire devra respecter les modalités de présentation des décomptes mensuels, suivantes :

Mentions relatives aux parties :

- Le nom complet et l'adresse de l'entreprise (titulaire) et de l'APHP (maître d'ouvrage)
- Le numéro SIRET/SIREN de l'entreprise
- Le numéro individuel d'identification pour les opérations intracommunautaires du GHU AP-HP. Nord Université Paris Cité : FR95267500452
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928

- Le Code service de l'établissement :

Indicatif établissement	Etablissement hospitalier	Abréviation
053	Louis Mourier	LMR

- Le numéro du marché

- Le numéro et la date du décompte mensuel

Mentions relatives aux travaux réalisés :

Pour chaque ligne du décompte mensuel :

- La dénomination précise des prestations exécutées,
- La quantité des prestations exécutées,
- Le prix unitaire hors taxe,
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escomptes,
- Le taux de TVA applicable ou précisions si exonération.

Pour l'ensemble des travaux facturés :

- Le total HT par taux de TVA,
- Le montant de la TVA par taux d'imposition,
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escomptes non rattachés à l'ensemble des opérations facturées,
- Le montant de la retenue de garantie
- Le montant de l'avance à payer ou à rembourser
- La référence en cas d'exonération à la disposition correspondante,
- La mention indiquant que l'opération est soumise à un régime d'autoliquidation et d'autofacturation.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes :

- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix le cas échéant ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours, effectués au titre de l'article 26.4 du Cahier des clauses administratives générales, dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

En cas de groupement d'entreprise, le mandataire du groupement transmet le décompte et joint la répartition des sommes dues entre les membres du groupement.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

A défaut de l'une de ces mentions, le projet de décompte sera retourné au titulaire et le délai de paiement suspendu

en conséquence ; il en sera de même dans les cas suivants :

- La non-prise en compte de la récupération de l'avance,
- La répartition du montant à régler au titulaire et à ses sous-traitants non mentionnée,
- Le décompte mensuel est une copie,
- Le décompte mensuel n'est pas imprimé sur du papier à en-tête.



L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entrainera un rejet de facture.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu.

15.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

En application des dispositions du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Au-delà de ce délai global de paiement, le taux applicable sera fixé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ces opérations de refinancement majoré de 8 points.

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

15.3 Affacturage

Si le titulaire déclare un organisme de gestion de ses factures dans le cas d'un affacturage, contactez le service des marchés publics : marches.ouest.aphp-nord@aphp.fr

Toute facture ayant été déposée antérieurement à la déclaration, ne pourra être liquidée sur le nouveau compte bancaire.

ARTICLE 16 - CALENDRIER D'EXECUTION

16.1 Calendrier d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les délais d'étude, d'approvisionnement, de mise en place du chantier, les tâches caractéristiques, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la tâche suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération.

Pour l'établissement de ce calendrier, l'entrepreneur doit, dans les 10 jours suivant la demande du maître d'ouvrage, indiquer par écrit, par fonction d'ouvrages et par unité, les définitions des tâches, leur durée, et les liaisons avec les tâches précédentes. Il précise, en outre, pour chaque phase :

- la cadence d'exécution ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les contraintes particulières telles que nécessité de hors d'eau, hors d'air, etc.

Après mise au point en accord entre les parties et approbation par le maître d'ouvrage, ce calendrier détaillé est notifié par ordre de service au titulaire; le calendrier détaillé d'exécution final étant notifié à la fin de la période de préparation.

C'est ce calendrier détaillé d'exécution qui devient contractuel.

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates et échéances fixées au calendrier détaillé d'exécution. Tout retard est sanctionné par l'application des pénalités fixées ci-après.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par le maître de chantier.

16.2 Prolongation du délai d'exécution

Les délais fixés au calendrier contractuel détaillé d'exécution sont réputés hors intempéries.

Toute prolongation de ce délai sera fixée par ordre de service dans les conditions prévues au 1er alinéa de l'article 18.2.2 du C.C.A.G.

Pour l'application du 3ème alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels aura mis en œuvre les dispositions du plan ORSEC pour le département considéré.

ARTICLE 17 - PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2 du CCAG - Travaux, les pénalités ne sont pas plafonnées.

En complément des indications de l'article 19.1 du C.C.A.G. et en cas de retard sur les délais fixés par le calendrier contractuel d'exécution des travaux, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après.

Pour le calcul de cette pénalité, il faut entendre par délai contractuel, le délai compris entre la date du début des travaux du lot concerné et la date de terminaison des travaux dudit lot sans neutraliser les diverses interruptions.

Mode de calcul

Pour chacun de ces lots, la pénalité par jour calendaire de retard sera calculée à l'aide de la formule suivante :

$$P = \frac{M}{X} \quad \text{dans laquelle :}$$

P = montant de la pénalité journalière

M = montant HT du marché initial éventuellement modifié ou complété par les ordres de service intervenus

X = valeur indiquée au paragraphe V de l'annexe au présent C.C.A.P.

Cette pénalité sera appliquée sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des travaux et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée au calendrier contractuel d'exécution.

L'application de ces pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 52 du C.C.A.G.

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte récapitulatif. Le maître de l'ouvrage se réserve également la possibilité, en cours travaux, de décompter les pénalités sur les décomptes provisoires présentés par les entreprises.

Des retenues, journalières calculées selon indications ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, elles pourront être transformées en pénalités.

17.1 Pénalités pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai fixé par ordre de service (voir l'article 8.2.4 du présent C.C.A.P.), aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées ci-avant sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement même si le maître de l'ouvrage décide de l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G.

17.2 Autres pénalités

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

- a) retard dans l'installation de chantier** par jour calendaire : 500 euros (Cinq cent)
- b) retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public** par jour calendaire : 100 euros (cent)
- c) non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier** pour chaque infraction constatée et par jour calendaire : 500 euros (cinq cent)
- d) travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne** par jour calendaire et par infraction constatée : 150 euros (Cent cinquante)
- e) bruits de chantier au-delà de la limite prescrite** par jour calendaire : 500 euros (cinq cent)
- f) dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites** par jour calendaire et infraction constatée : 500 euros (Cinq cent)
- g) retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc...)** par document et par jour calendaire de retard : 200 euros (deux cent)

- h) **retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus** par jour calendaire : 100 euros (cent)
- i) **retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E.)** par jour calendaire : 150 euros (cent cinquante)
- j) **retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction** par jour calendaire : 100 euros (cent)
- k) **retard dans le nettoyage du chantier** par jour calendaire : 150 euros (cent cinquante)
- l) **retard dans l'évacuation des gravoirs hors chantier** par jour calendaire : 150 euros (cent cinquante)
- m) **absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier** par jour calendaire : 150 euros (cent cinquante)
Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence.
- n) **non-retour des ordres de service dans un délai de dix jours calendaires** : 150 euros (cent cinquante)

Toutes les pénalités sont forfaitaires, non révisables et cumulatives.

ARTICLE 18 - RESILIATION

18.1 Exécution aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 52.4 du CCAG, en cas de mise en demeure restée sans effet, il pourra être fait exécuter, aux frais et risques du titulaire, la poursuite des travaux.

A ce titre, en cas d'absence de levée de réserve au-delà des délais accordés au titulaire, le maître d'ouvrage pourra recourir à l'exécution aux frais et risques.

Les précédentes dispositions ne font pas obstacle à l'application des pénalités et à la mise en œuvre de la résiliation définie à l'article 50.3.1 du CCAG-TRAVAUX.

18.2. Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à **2%** du montant initial du montant HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

18.3. Résiliation du marché pour faute de l'Entrepreneur

En cas de résiliation pour faute du titulaire, il sera fait application de l'article 46.3 du CCAG-travaux avec les précisions suivantes :

- L'Entrepreneur n'a droit à aucune indemnisation ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux, l'Entrepreneur dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS DIVERSES

19.1. Interprétation – droit applicable

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

19.2. Langue applicable au marché

Si le Titulaire est de nationalité française :

Les pièces constitutives du marché sont rédigées en français.

Durant l'exécution du marché, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.

Si le Titulaire est de nationalité étrangère :

Les pièces constitutives du marché doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.

Durant l'exécution du marché, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du Titulaire.

19.3. Tribunal compétent en cas de litige

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

ARTICLE 20 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent C.C.A.P. déroge :

Par ses articles	Aux articles du CCAG-Travaux	Objet
5.5	25	Clauses de Réexamen
5.1	4.1	Pièces contractuelles
5.3	28.1	Période de préparation
12	10.2	Révision des prix
13.3.1	12	Modèle décompte mensuels
13.2.4	14.2.2, 14.3 et 15.1	Travaux non prévus
17	19.2 et 19.2.1	Montant et exonération des pénalités
18	49	Résiliation

Les autres dispositions dudit CCAG-Travaux s'appliquent pleinement au marché.